

## TRANSCRIPT VIDEO

**TITRE : Interview de Sandra Lagumina, Directrice générale en charge de la gestion des actifs - MERIDIAM**

**Meridiam est un fonds d'investissement dans des projets d'infrastructures de long terme et notamment dans les énergies renouvelables. Quelles sont, selon vous, les principales conditions pour favoriser l'investissement dans la transition énergétique ?**

Meridiam est une société de gestion qui gère 7 fonds d'investissement partout dans le monde et nous avons la particularité d'avoir un fonds dédié à la transition énergétique pour l'Europe. La particularité de Meridiam, c'est que l'on investit pour 20 ans. Dans 20 ans, on sera encore là. Quand on investit dans un projet avec 112 agriculteurs, ce que nous avons fait par exemple en Mayenne, dans le biogaz, je sais dire avec confiance à ces 112 agriculteurs que dans 20 ans on sera toujours là. Cette vision de long terme nous conduit d'abord à choisir des investissements qui ont un impact réel sur la transition énergétique et qui ont une qualité d'impact qui est telle qu'elle est reconnue par ce qu'on appelle les « Sustainable Goals » de l'ONU. Nous, ces projets on les choisit en prenant des projets qui sont ce qu'on appelle les nœuds de la transition énergétique. Les sujets sur lesquels si on ne les « debug » pas, si vous me permettez l'expression, on n'arrivera pas à finalement faire rentrer dans les actes cette transition énergétique. C'est par exemple, le biométhane sur lequel on a beaucoup investi autour d'une plateforme qui est présente à la fois en France et en Allemagne. On a aussi un projet autour de la mobilité électrique. On a acquis Allego qui est aujourd'hui la principale plateforme de recharge rapide. Et puis, on a des projets qui sont plus traditionnels, autour du stockage, autour du photovoltaïque, finalement de toutes ces productions décentralisées. Et puis on en a un autre qui est un projet de biomasse dans lequel nous allons produire des black pellets qui nous semblent être un substitut assez idéal aujourd'hui au charbon qui est évidemment un des très grands enjeux de la transition énergétique.

## **Diriez-vous que ces conditions sont remplies en Europe aujourd'hui ?**

L'Europe a déjà permis d'agréer une forme de consensus autour de la décarbonation et autour des objectifs climat qui sont très bien retracés dans le Climate Change qui a été présenté par la Commission européenne avec cette vision 2050 qui appelle finalement tous les acteurs à expliquer comment on peut y arriver. Mais, derrière ce consensus, si je dois porter un regard critique sur la réglementation européenne, elle me semble encore très cloisonnée. Aujourd'hui, ce que l'on observe quand on est sur le terrain, c'est un triple cloisonnement. D'abord géographique. Quoiqu'on en dise, les mix énergétiques des différents pays, les mix énergétiques, presque, des différentes régions, sont tellement divers qu'il n'y a pas de solution unique à cette décarbonation. Le deuxième cloisonnement c'est un cloisonnement entre les énergies. On reste encore très marqués en France, mais aussi dans les autres pays, avec des oppositions par exemple, gaz/électricité. Alors qu'on sait très bien que la transition énergétique va nous conduire à vivre pendant des années avec un mix énergétique et d'énergies différents. Et puis le 3e cloisonnement, c'est un cloisonnement autour des réseaux. Je pense que les réseaux, et tout le monde le dit, sont une des clés de la transition énergétique. Si le consommateur veut avoir de l'électron vert qui sera produit demain, il faut que, à un certain moment, les réseaux puisse l'absorber et puisse le lui délivrer en sécurité d'approvisionnement. Comment pense-t-on véritablement cet impact des réseaux dans la réglementation aujourd'hui ? Sincèrement, on est loin de la vue holistique à laquelle, je pense, tout le monde doit accéder.

## **Auriez-vous des conseils à donner aux décideurs, tant français qu'européens, pour accélérer la transition énergétique ?**

Moi, je me garde bien de donner des conseils. La seule chose que je souhaite, en tant qu'investisseur, c'est d'avoir une régulation qui soit, non pas stable, parce qu'on ne peut pas être stable sur 20 ans, très rarement en tout cas, mais qui soit prévisible. Donc, cette question de la prévisibilité est clé. La deuxième suggestion que je ferai c'est d'être pragmatique. J'ai vécu dans le monde de l'énergie pendant 15 ans, je pense que le monde de l'énergie s'est trompé 10 fois sur tous les scénarios qui allaient arriver. Donc, être pragmatique plutôt qu'idéologique, c'est probablement le meilleur conseil que l'on peut donner.